COMPOSITION

Dynamiques géographiques des grandes aires continentales : l’Amérique, puissance du Nord, affirmation du Sud. (1/2)

Le continent américain : entre tensions et intégrations régionales.

Vous montrerez quelles dynamiques géographiques structurent le continent américain, zone de contact entre le Nord riche et des Sud diversifiés ?

Zone de contact entre un Nord très industrialisé et très riche (États-Unis, Canada) et un Sud diversifié (Puissance émergente comme le Brésil et Pays Moins Avancés, PMA, comme Haïti), l’Amérique est traversée par deux logiques antagonistes, des dynamiques d’intégration politique, socioculturelle et économique, mais aussi des tensions fortes (Guerre, guerre civile, opposition idéologique déclarée, États sous embargo…). Comment des logiques contradictoires informent les dynamiques géographiques de cette aire continentale majeure de la mondialisation ?

\* \* \*

Les tensions en Amérique sont nombreuses, elles opposent des niveaux de richesses et de développement disparates, et ce à toutes les échelles (1), et se nourrissent d’oppositions idéologiques entre régions, entre États et, parfois, au sein même des États (2).

Les tensions au sein du continent américain sont en partie créées par des disparités de richesse et de développement, et ce à toutes les échelles. Le Nord du continent (Canada, États-Unis d’Amérique et en partie le Mexique) est riche, industrialisé et développé. Le Produit Intérieur Brut (PIB) des États-Unis culmine à 18 000 milliards de dollars, loin devant la Chine (9 000 milliards) et devant le Brésil (2 500 milliards) ou l’Argentine (300) et très loin devant les États de l’Amérique centrale (Moins de 50 chacun). Le Revenu National Brut par habitant (RNB/hab.) est de 55 000 dollars (US$) aux États-Unis, 12 000 au Brésil et 2000 au Honduras, soit entre 4 et 25 fois moins qu’aux États-Unis. L’Amérique du Nord concentre les richesses du continent : pour 38% de la population, les États-Unis et le Canada réalisent 82% des créations de richesse. Leurs IDH sont supérieurs à 0,910 (Celui des États-Unis est le 3e meilleur de la planète) tandis qu’en Amérique du Sud ils sont tous inférieurs à 0,850. En conséquence les populations vivent mieux au Nord : si on compte 5 homicides pour 100 000 habitants aux États-Unis, il y a en a 20 au Brésil et 95 au Honduras. Tandis que 7% de la population vit avec moins de 1,25 US$/jour au Brésil (Contre 20% au Honduras) on n’en compte aucun au Nord. La frontière américano-mexicaine (Par ailleurs une des zones transfrontalières les plus dynamiques du monde) le long du *Rio Grande* est une des plus surveillées du monde. Les flux Sud-Nord y sont sévèrement contrôlés et restreints au maximum.  L’opposition Nord/Sud très nette à l’échelle du continent se retrouve à toutes les échelles : le cône Sud (Chili, Argentine, Paraguay et Uruguay) est plus riche que les États andins (Bolivie, Pérou, Équateur, Colombie) dans lesquels le PIB/hab. est inférieur à 10 000 US$. Haïti, dans l’interface caraïbe, est un des Pays les Moins Avancés (PMA) : le PIB/hab. est inférieur à 5000 US$. Cependant les sociétés elles-mêmes sont clivées. Les régions enclavées sont moins riches que les régions littorales (Y compris aux États-Unis et au Canada), ainsi l’Idaho et l’Arkansas ont un RNB/hab. inférieur à 35 000 US$ quand celui de la Californie et de la Virginie sont supérieurs à 43 000 US$. Au Brésil la disparité est la même : quand l’IDH est supérieur à 0,850 dans les régions du Sud et du *Sudeste* (Rio, São Paulo et Bello Horizonte) il est inférieur partout ailleurs, inférieur à 0,750 dans la région du Nord (Amazonie). Les villes connaissent des développements contrastés : Détroit aux États-Unis est une *shrinking City* (Une cité qui rétrécit : sa population a été divisée par trois en cinq ans), en faillite (2013) et actuellement gérée par un administrateur nommé par le gouvernement fédéral, placée sous le régime du chapitre 9 sur les faillites des entreprises. Dans les villes et les aires urbaines elles-mêmes les contrastes sont très forts : au Brésil les *favelas* abritent une population pauvre, souvent sous la coupe des organisations criminelles et que l’État peine à combattre. De même à Caracas (Venezuela) dans le bidonville de Petare, l’un des plus grands et des plus violents du monde, ou à Chicago, Los Angeles, New York dans les quelles les *ghettos* des quartiers du centre ville (Comme *Spanish Harlem*, *Little Odessa* ou le Bronx) abritent une population pauvre.

Les tensions liées aux disparités sociales sont donc vives. Mais elles sont nourries aussi des tensions culturelles et idéologiques fortes, qui animent des affrontements géopolitiques réels et parfois violents. L’antagonisme entre Cuba (Sous embargo depuis 1962) et les États-Unis est ancien et connu. Mais la politique impériale (Doctrine MONROE, 1824) des États-Unis qui ont longtemps considérés l’Amérique latine comme leur « arrière cour » a avivé les rancœurs. Le dicton mexicain « Si près des États-Unis, si loin de Dieu » résume l’amertume de nombreux hispano-américains face aux *gringos*. Car il existe d’abord une barrière culturelle et religieuse entre un Nord, anglo-saxon et protestant, et un Sud hier encore catholique et toujours latin (lusophone ou hispanophone). Par ailleurs la politique du *Big Stick* de Théodore ROOSEVELT a été une constante de la diplomatie étatsunienne en Amérique, exacerbant les tensions : interventions à Grenade (1983), au Panama (1989) contre le Nicaragua (Depuis 1979), en Colombie (Depuis le milieu des années 1990’). La fin de la « Guerre froide » (1947-1991) a permis des transitions démocratiques dans le cône Sud et des anciens opposants politiques (Au Chili avec Michelle BACHELET, au Brésil avec Dilma ROUSSEF) emprisonnés et torturés ont pris la place des anciennes marionnettes des États-Unis. Aucun de ces peuples n’a oublié que les dictatures militaires ont été portées au pouvoir et financées par les nord-américains. Des chefs d’État ont fait de l’opposition aux États-Unis l’axe central de leur diplomatie : c’est le cas d’Hugo CHAVEZ, président altermondialiste du Venezuela, fondateur de l’Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) qui regroupe maintenant le Honduras, le Nicaragua, Cuba de Raúl CASTRO, la Bolivie d’Evo MORALÈS, l’Équateur, ces deux derniers pays étant dirigés par des Indiens indigénistes. Les tensions n’animent pas seulement des oppositions Nord/Sud. Les litiges frontaliers opposent régulièrement les pays d’Amérique latine et d’Amérique du Nord. Le Canada et les États-Unis sont entrés dans une opposition sourde à propos du statut juridique de la route du Nord-Ouest en Arctique (Zone Économique Exclusive, ZEE, du Canada, ou détroits internationaux ouverts à la circulation maritime libre ?). La dernière guerre frontalière entre le Pérou et l’Équateur a eu lieu en 1995, la Bolivie, le Pérou et le Chili n’ont réglé la question de l’accès à la mer de la Bolivie qu’en 2012 (Région d’Antofagasta, Nord du Chili). Au sein des États les tensions restent vives : les mouvements de protestations indigénistes affectent tous les pays andins (Colombie, Équateur, Pérou, Bolivie, Paraguay) et même le Brésil dont les fronts pionniers amazoniens menacent de disparition des centaines de tribus. La violence militaire des États, dont les forces de sécurités ont traditionnellement la main lourde, celle des mafias (Dont celles de la cocaïne et du trafic des êtres humains de *Ciudad Juarez* au Mexique), les guérillas (Comme le « Sentier Lumineux » au Pérou, les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, FARC), les groupes d’autodéfense (Comme les milices villageoises au Mexique), font des sociétés nationales des sociétés en guerre contre elles-mêmes et les territoires nationaux des foyers de tensions.

Les dynamiques d’intégration sont réelles cependant : elles ont lieu à l’échelle des régions qui constituent l’Amérique (1) et sont formalisées dans des Organisation Intergouvernementales (OIG) mais passent, aussi, par des flux (2) de toutes natures qui relient entre elles les différentes régions du continent.

Le continent américain est un des continents les plus quadrillés par les OIG. Toutes n’ont pas les mêmes buts cependant. La plupart sont à finalité économique et tentent de mettre en place des stratégies d’intégration économique voire de marché commun. C’est le cas d’abord de l’Association de Libre Échange Nord Américaine (1994, ALENA) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Les régions transfrontalières (Mexamérique, *Pudget Sund* autour de Seattle-Vancouver et régions des Grands Lacs autour de Détroit-Chicago) ont connu un développement spectaculaire à la suite de la baisse des barrières douanières et tarifaires pour les marchandises et les capitaux. Le Nord du Mexique a accueilli des Investissements Directs Étrangers (IDE) nord-américains, essentiellement étatsuniens, dans les domaines de la sous-traitance électronique et dans le montage et l’assemblage des produits Hi-Fi (50% des téléviseurs dans le monde sont assemblés à Tijuana). Le Canada a accueilli les studios d’Hollywood, dans le domaine des séries télévisées essentiellement. Le Canada et le Mexique ont séduit les investisseurs essentiellement sur les questions des coûts horaires de la main d’œuvre (2 US$/heure pour un ouvrier au Mexique contre 6,5 US$ aux États-Unis) mais aussi sur les questions syndicales (Les employés du cinéma et de la télévision canadiens sont moins syndiqués que leurs compatriotes américains.). La fiscalité (*Dumping* fiscal) est un élément de délocalisation : très faible au Mexique (Les villes jumelles, *Twin Cities*, de la Mexamérique sont des zones franches) elle est plus faible également au Canada qu’aux États-Unis (L’impôt sur les bénéfices est aux États-Unis de 35%). Au Sud, le *Mercado Común del Sur* (MERCOSUR, 1991) entre le Brésil, le Paraguay, l’Uruguay, l’Argentine, et le Venezuela (depuis 2005) s’oriente aussi vers un marché commun du Sud : aujourd’hui seuls 66% des produits échangés sont concernés par le tarif douanier unique. Les disparités sont grandes entre les pays du MERCOSUR, que ce soit par rapport à la taille des populations et des économies, ou leur nature (Pays industrialisés comme le Brésil, agricole comme le Paraguay, pétrolier comme le Venezuela). Les associations économiques se sont multipliées, souvent sous l’impulsion des États-Unis : CARICOM (*Caribbean Community*) entre les pays caraïbes, Marché Commun Centre-américain (MCCA) entre les pays de l’Amérique centrale (Costa Rica, Nicaragua, Honduras, Salvador et Guatemala). Le projet de Zone de Libre Échange de l’Amérique (ZLEA) qui aurait lié toutes ces associations de libre échange à l’ALÉNA a été combattu par les chefs d’États (Lula DA SILVA au Brésil, Hugo CHAVEZ au Venezuela, entre autres) et les associations altermondialistes (Sous-commandant MARCOS au Yucatán mexicain). Ceux-ci développent des associations à buts politiques également : c’est le cas de l’Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) promue par CHAVEZ, c’est le cas de la Communauté des Nations Andines (CAN) autour de la Bolivie, du Pérou, de l’Équateur, et de la Colombie. L’Union des Nations d’Amérique du Sud (UNASUR, 1998, capitale Quito en Équateur, et parlement à Cochabamba en Bolivie) qui projette de lancer un programme spatial sud américain, reste aujourd’hui la forme d’intégration le plus ardue mais aussi les plus rassembleuse et la plus ambitieuse en Amérique.

L’intégration se réalise donc à l’échelle sous-régionale, la multiplication des projets rendant d’autant plus ardue l’intégration à l’échelle continentale ou régionale. Cependant les flux permettent une intégration, lente mais continue, des économies et des sociétés. Le pôle d’attraction majeur reste bien évidemment les États-Unis : ils importent 2,500 millions de barils par jour du continent américain, dont 40% d’Amérique du Sud, 40% du Canada (Sables bitumineux de l’Alberta) et le reste du Mexique. C’est donc 12% de la consommation en hydrocarbures des États-Unis qui vient du continent. 10% de ces hydrocarbures viennent du Venezuela, apportant la preuve que de graves dissensions géopolitiques n’hypothéquent pas les relations économiques. Le Venezuela, *via* sa compagnie nationale des hydrocarbures, *Petroleos de Venezuela SA*, a engagé d’importants investissements pour rentabiliser les sables bitumineux du bassin de l’Orénoque, et pour acheminer ses hydrocarbures à l’échelle du continent : le dernier projet en date de construction d’un oléoduc de Caracas à Buenos Aires, long de 7 000 km et d’un coût de 27 milliards de dollars (US$) en témoigne. Les flux migratoires internationaux sont aussi un élément de l’intégration économique : la population hispanique aux États-Unis dépasse les 35% dans les États de Californie, du Nouveau Mexique et du Texas, et dépasse les 25% dans tous les États frontaliers avec le Mexique. Les travailleurs hispaniques (25 millions sont des Mexicains installés aux États-Unis), en retour, envoient des « *remesas* » (Argent envoyé aux familles restées au pays) d’un montant de 26 milliards de dollars par an au Mexique, de plus de 5 milliards dans des pays comme la Colombie ou le Brésil. Les États-Unis investissent également massivement sur le continent américain : les Investissements Directs Étrangers (IDE) des États-Unis sont supérieurs à 300 milliards de dollars au Canada (et dans les Bermudes, mais il s’agit bien sûr d’évasion fiscale), plus de 100 milliards par an au Brésil, au Mexique, plus de 30 milliards dans les pays du cône Sud. Le Mexique reçoit 20% des IDE étatsuniens, ceux-ci se réorientant de plus en plus vers le bassin caribéen (60%) et non plus vers l’Amérique du Sud (Qui recevait 33% des IDE en 1990 et seulement 20% en 2010). L’intégration économique, si elle laisse apparaître un couloir des Andes vers l’Ouest américain, et une zone d’influence du Golfe du Mexique sur les Caraïbes, fait apparaître de plus en plus la bipolarité États-Unis/Brésil, deux puissances rivales en Amérique et qui se la partagent de fait.

\* \* \*

Les tensions restent vives en Amérique entre un Nord, riche et impérialiste, et un Sud, disparate mais en voie d’émancipation. Les divergences idéologique, économique et géopolitique sont encore trop importantes entre les pays du Sud pour permettre une intégration régionale, divergences accentuées par la fragilité d’États et de sociétés traversés par la violence latente. Cependant deux pôles émergent autour d’OIG et structurent des flux démographiques et financiers : les États-Unis en Amérique centrale et dans les Caraïbes et le Brésil au Sud de Panama.

SOURCES :

**ARIAS** (Stéphan) et **CHAUDRON** (Éric), sous la direction de, avec le conseil scientifique de **KNAFOU** (Rémy), et sous la coordination pédagogique de **DELMAS** (Jean-Christophe) et de **REYNAUD** (Carine), *Du siècle des Lumières à l’Âge industriel & Approches de la mondialisation*. *Histoire-Géographie 4e*, 2011, Paris, aux éditions Belin, 352 pages, plus particulièrement les pages 246 et suivantes consacrées au rôle des États-Unis dans la mondialisation et aux dynamiques territoriales étatsuniennes, ISBN 978-2-7011-5882-2.

**BOUREL** (Guillaume), **CHEVALLIER** (Marielle), **CIATTONI** (Annette) & **RIGOU** (Gérard), *Des clés historiques et géographiques pour lire le monde. Histoire-Géographie. Terminale Scientifique (Option)*, 2012, Paris, aux éditions Hatier, 228 pages, pages 70 et suivantes consacrées à la question des enjeux et des recompositions géopolitiques du monde, en particulier les pages 72 et suivantes consacrées à l’affirmation de la puissance américaine dans le monde depuis 1918, ISBN 978-2-218-96119-9.

**CHAVAGNEUX** (Christian), sous la coordination de, « Les marchés financiers. », 2011, Paris, *Alternatives économiques*, Hors série n°87, 1er trimestre 2011, 82 pages, ISSN 1252-4999.

**CIATTONI** (Annette), sous la direction de, *Mondialisation et dynamiques géographiques des territoires. Géographie. Terminales L/ES.*, 2012, Paris, aux éditions Hatier, 360 pages, plus particulièrement les pages 200 et suivantes consacrées aux dynamiques géographiques des grandes aires continentales, et plus particulièrement les pages 204 et suivantes consacrées à l’étude du continent américain, puissance du Nord et affirmation du Sud, ISBN 978-2-218-96116-8.

**CHARREL** (Marie), « La difficile renaissance de Détroit. », *in*, 2014, Paris, *Le Monde*, aux éditions de la Société éditrice du Monde SA, en date du 18 juillet 2014, n°21 616, supplément « Éco & Entreprises », page 3, ISSN 0395-2037.

**DAGORN** (René-Éric), sous la direction de, avec **BARRIÈRE** (Philippe), **CARUSO** (Olivier) & **CONSIL** (Jean-Michel), *Des clés historiques et géographiques pour lire le monde. Programme 2012. Histoire-Géographie. Terminale S*., 2012, paris, aux éditions Belin, 223 pages, pages 64 et suivantes consacrées aux chemins de la puissance et plus particulièrement les pages 64 à 87 consacrées à la question de l’affirmation de la puissance mondiale des États-Unis depuis 1918, ISBN 978-2-7011-6266-9.

**DENIS** (Jean-Pierre) & **NOUCHI** (Franck), sous la coordination de, *L’Atlas du monde de demain*. , 2013, Paris, aux éditions Le Monde SA et La Vie, 186 pages, ASIN M 08954.

**GASNIER** (Anne) & **MAILLO-VIEL** (Fanny), sous la coordination de, avec **PICOLIER** (Julien), & **GRATALOUP** (Christian), **REKACEWICZ** (Philippe), *et allii*, *Sociétés et développement durable. Géographie. Secondes Générales*., 2014, Paris, aux éditions Hachette Livre, collection « Hachette éducation », 335 pages, nouvelle édition, plus particulièrement les pages 52 à 57 consacrées aux formes de l’agriculture au Brésil aujourd’hui, les pages 74 & 75 consacrées à l’étude de la situation alimentaire aux États-Unis, les pages 90 & 95 consacrées à la question des usages et de la gestion de l’eau aux États-Unis, les pages 136 à 141 sur l’étude de la sécurité énergétique aux États-Unis, les pages 196 & 197 sur la question des transports urbains innovants à Bogota, en Colombie, les pages 200 et 2001 sur les politiques de développement durable à Vancouver au Canada, 214 à 219 sur le Grand Nord, canadien, « nouvelle frontière » américaine, et les pages 212 à 245 sur la question de l’Arctique, ISBN 978-2-01-135609-3

**GEORGE** (Edward), « Café. La sécheresse au Brésil a fait grimper les prix. », 2014, France, *Jeune Afrique*., n°2784, du 18 au 24 mai 2014, page 119, aux éditions Jeune Afrique / éditions du Jaguar, 146 pages, ASIN 01936.

**HUSKEN-ULBRICH** (Dominique), sous la direction de, **GASNIER** (Anne) et **MAILLO-VIEL** (Fanny), sous la coordination de*, Mondialisation et dynamiques géographiques des territoires. Programme de Géographie Terminale Scientifique*, 2014, Paris, aux éditions Hachette, collection « Hachette éducation », 224 pages, pages 108 et suivantes consacrées aux dynamiques géographiques des grandes aires continentales et essentiellement les pages 110 à 125 consacrées à la question de l’intégration continentale et des conflits et tensions en Amérique, ISBN 978-2-01-135619-2.

**KNAFOU** (Rémy), sous la direction de, et **BOURGEAT** (Serge) & **BRAS** (Catherine), sous la coordination de, *Mondialisation et dynamiques géographiques des territoires. Programme de Géographie des Terminales L&ES*, 2012, Paris, aux éditions Belin, 361 pages, plus particulièrement les pages 162 et suivantes consacrées au thème 3 « Dynamiques géographiques des grandes aires continentales », et plus particulièrement les pages 164 à 193 consacrées à la question de l’intégration continentale en Amérique, ISBN 978-2-7011-6226-3

**LEQUESNE** (Christian), « L’état de la mondialisation. 2012. », 2012, Paris, *Alternatives internationales*, Hors série n°10, 146 pages, magazine trimestriel publié par le groupe *Alternatives économiques*, en partenariat avec Sciences Po, Institut d’Études Politiques de Paris (IEP/Paris), le Centre d’Études des Relations Internationales (CERI) du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et France Inter, ASIN M 07180.

**LÉVY** (Jacques) & **LUSSAULT** (Michel), sous la direction de, *Dictionnaire de la Géographie et de l’espace des sociétés*, 2003, Paris, aux éditions Belin, ouvrage publié avec le soutien de la Maison des Sciences de l’Homme, projet « Villes et territoires », le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), et l’Université François Rabelais de Tours, 1034 pages, ISBN 978-2-7011-2645-6

**MONTBRIAL** (Thierry, de) & **MOREAU-DEFARGES** (Philippe), sous la direction de, *2011. Un monde post-américain ?*, 2010, Paris, aux éditions Dunod, Rapport Annuel Mondial sur le Système Économique mondial et les Stratégies (RAMSES), établi par l’Institut Français des Relations Internationales (IFRI), 336 pages, ISBN 978-2-10-054976-4